

Développons l'économie solidaire

Par Michel HUNAULT (*)

Le sommet du G20 a été l'occasion pour la communauté internationale, de jeter les bases d'une réforme en profondeur du système financier. Chacun s'accorde pour qu'il y ait plus de régulation, de transparence, de contrôle, ce qui nécessite une adaptation des institutions financières mondiales. Le Fonds monétaire international et les différentes autorités de contrôle verront leurs responsabilités accrues. Les zones d'ombre que sont les paradis fiscaux, les centres offshore et l'opacité qui les entourent, au premier rang, le secret bancaire, sont menacés. Mais ces réformes n'auront d'effets qu'à long terme, alors que l'attente sociale appelle des réponses immédiates.

Sous l'impulsion du président de la République, des initiatives ont été prises. Ce fut d'abord le plan d'aide et de sauvetage du système bancaire lui-même, puis le plan de soutien à l'économie avec le plan de relance par l'investissement, la création d'outils nouveaux au soutien de l'économie, susceptibles de pérenniser l'emploi, la création du fonds stratégique d'investissement, les

plans ciblés de soutien à des secteurs frappés de plein fouet par la crise et bientôt le fonds social d'investissement.

Mais les chiffres et le rythme du chômage obligent à une nouvelle étape, à des politiques novatrices. Celles-ci n'ont pas besoin de financement à la dimension des plans précédents, mais seulement d'une vision au-delà de la refonte de l'organisation de notre système financier et monétaire. Elle concerne le sort personnel de millions d'hommes et de femmes, pour qui la crise s'apparente au désespoir.

L'effort doit donc être porté sur ce qui pourrait être qualifié « d'économie sociale et solidaire », regroupant des pans entiers de secteurs d'activités, sources de création d'emplois, mais surtout ayant la vocation à satisfaire les immenses besoins liés à la personne humaine. Le secteur des services à la personne, l'aide aux personnes dépendantes, âgées, handicapées, aux familles isolées, les services susceptibles d'enrichir « le vivre ensemble » dans nos sociétés trop souvent axées sur la satisfaction de besoins artificiels, alors que la solitude, l'isolement n'ont jamais été aussi cruellement ressentis.

Ce sont plus d'un million d'emplois qui pourraient être ainsi créés, tant les besoins sont identifiés et non satisfaits. Ce pourrait être aussi l'occasion, non pas d'alourdir les prélèvements pour leur financement, mais de les exonérer de toutes les charges et prélèvements qui font si cruellement obstacles à la création d'emplois. L'effort doit être porté vers l'intégration des jeunes dont l'avenir est si bouché. Les jeunes n'ont pas vocation à être payés au rabais. Mais pourquoi faire supporter à leur employeur des charges, sans prendre en compte les efforts qui accompagnent la formation d'un jeune, le temps consacré à son intégration dans le monde du travail ?

C'est vers cette voie, celle qui part de l'immense capacité créatrice de chaque individu, mais aussi de la nécessaire satisfaction de ses besoins multiples, que l'on peut entrevoir des perspectives sources de créations d'emploi. La satisfaction de ces besoins pourrait utilement concourir à la construction d'un monde nouveau, plus solidaire.

(*) Député (Nouveau Centre) de Loire-Atlantique.